

Ainsi, le ministre aurait dû nous parler de la situation à Chypre. Où en est-elle actuellement? Dans une impasse? Où en sont revenues les négociations en vue d'un règlement pacifique entre les Chypriotes grecs et turcs? Y a-t-il lieu d'espérer que le différend se règle? Combien en a-t-il coûté aux Canadiens de maintenir un contingent dans l'île? Combien de temps encore leur faudra-t-il porter ce fardeau? A mon avis, le ministre aurait dû aborder ces choses-là dans son rapport sur l'état de la nation.

J'estime qu'on devrait nous décrire la situation à Gaza. Combien de temps encore nos militaires seront-ils obligés d'agir comme force de police pour maintenir la paix entre les États arabes et l'État d'Israël? Nous n'avons pas beaucoup entendu parler de ce sujet dernièrement. Des soldats canadiens sont également stationnés ailleurs dans le monde.

J'estime donc que le ministre devrait faire une déclaration. Le silence n'est pas ce que nous attendons de lui, mais il semble vouloir le garder. J'espère qu'il consentira à faire une déclaration au comité après toutes les remarques qu'on vient d'entendre. Il devrait venir ici pour l'étude de ce poste et décider s'il fera ou non une déclaration.

Nous aimerions savoir également si des Canadiens seront appelés à servir dans d'autres parties du monde. Par exemple, si les Nations Unies demandent de l'aide au Vietnam, quelle sera l'attitude du gouvernement? Quelle sera l'attitude des Canadiens s'il faut venir en aide aux États-Unis au Vietnam? Pour ma part, je ne peux comprendre que certains députés demandent le retrait total des forces américaines. Ils voudraient voir disparaître l'OTAN, ce dont Moscou et Pékin se réjouiraient.

Le Canada a un rôle très important à jouer dans le monde. Je connais le ministre. J'ai vu comment il agit envers les peuples de toutes les nations qui aiment la liberté. Lui qui défend la liberté de tous les peuples d'Afrique, je suis certain qu'il veut celle de tous les peuples d'Asie. Maître de son ministère, il s'empresse de donner de l'aide aux nouveaux pays qui éprouvent des difficultés. Il voudrait voir démembrer l'Empire britannique et donner la liberté aux régions qui en faisaient partie encore tout récemment.

[M. Mandziuk.]

Il ne s'est pas opposé à la liquidation de l'Empire français. Je le répète, c'est un champion de la liberté.

L'hon. M. Martin: Monsieur le président, j'espère que mon honorable ami n'est pas sérieux en disant que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à l'heure actuelle, appuie un démembrement du Commonwealth. Il s'est servi du mot «empire». A propos de l'association actuelle il serait complètement inexact, injuste et indigne de la part du député de laisser entendre que ce que j'ai dit ou fait, ou proposé de faire, impliquerait le démembrement du Commonwealth.

• (8.00 p.m.)

M. Mandziuk: Monsieur le président, je n'ai rien dit du Commonwealth des nations. Je suis très en retard sur le ministre à ce sujet. Ce que je voulais dire, c'est qu'il était convaincu que ces peuples colonisés n'avaient pas obtenu leur liberté. C'est le point que j'essayais de soulever.

Il y a cependant une région dans le monde, à part l'Afrique et l'Asie, que le ministre a passé sous silence. Il a esquivé le sujet. Aucune de ses déclarations n'a été consignée au compte rendu des Nations Unies ou de cette Chambre. Je veux parler de l'empire colonial de Moscou en Europe.

L'hon. M. Martin: Mon honorable ami me permettrait-il de l'interrompre pour un moment? Je sais que cette question lui est très chère. Toutefois, voudrait-il se reporter à ce que j'ai dit à l'Assemblée générale des Nations Unies le 24 septembre dernier?

M. Mandziuk: Oui, monsieur le président. Je sais ce que le ministre a dit. Mais il n'était pas le premier à dire, et il n'a pas parlé avec autant de vigueur que ses prédécesseurs, que cette région d'Europe est la plus grande région du monde asservie au pouvoir impérialiste dirigé par Moscou. Nous aimerions maintenant entendre une déclaration du ministre sur l'attitude du Canada à cet égard. L'Empire russe n'existe-t-il plus? S'il a disparu, disons-le. Est-il juste que nous passions ce fait sous silence? Si l'Empire russe demeure, pourquoi le taire? La russification de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Lituanie, de la Pologne et des nations du Caucase se continue-t-elle? L'exploitation économique de tous ces pays continue-t-elle? L'Ukraine et la Biélorussie sont-elles des États pseudo-souverains? C'est-à-dire, sont-elles vraiment des